

Centre de recherche de l'UNICEF

Bilan Innocenti 10

Mesurer la pauvreté des enfants,

Nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches

PRINCIPAUX RESULTATS

Le Bilan Innocenti 10 met l'accent sur l'importance d'une surveillance précise de la pauvreté et des privations des enfants. Il révèle des différences marquées quant aux conditions de vie des enfants dans différents pays industrialisés.

Contexte

Le Bilan Innocenti 10 de l'UNICEF considère deux visions de la pauvreté des enfants dans les pays les plus avancés : une mesure des privations et une mesure de la pauvreté relative.

La première mesure est un index de privation des enfants composé de 14 éléments qui représente un nouveau développement significatif dans la surveillance mondiale, à partir des données des *Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie* de 125 000 foyers dans 31 pays européens qui comprend une section sur les enfants pour la première fois. Les enfants étaient considérés comme « privés de » s'ils ne manquaient d'au moins deux des 14 éléments, qui vont de 3 repas par jour, à une connexion Internet.

La seconde mesure couvre l'UE et six pays de l'OCDE (Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Suisse, Etats-Unis) et examine le pourcentage d'enfants vivant sous leur seuil national de pauvreté – égal à 50 % du revenu médian disponible des ménages.

Les données

1. Les données de l'Index de privation des enfants montre qu'environ 15% des enfants manquent d'au moins deux des 14 éléments listés et sont donc considérés comme « privés de ».
2. Les taux les plus élevés de privation sont ceux des pays les plus pauvres, bien que certains pays pauvres aient des taux de privation beaucoup plus bas que d'autres.
3. Des pays aussi riches que la France et l'Italie ont des taux de privation au-dessus de 10%.
4. Le tableau de la pauvreté relative des enfants montre que plus de 15% des 200 millions d'enfants suivis vivent dans une pauvreté relative.
5. L'UNICEF est convaincu que bien que les deux indicateurs aient des forces et des faiblesses, ils sont tous deux légitimes, l'indicateur « absolu » de privation étant aussi relatif - au temps et aux normes sociétales.
6. Sept pays sont classés dans le Top 10 des deux indicateurs : Chypre, le Danemark, La Finlande, l'Islande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède.

Le rôle des législateurs

1. Les résultats soulignent les différences de la pauvreté des enfants dans différents pays, y compris entre ceux ayant des revenus similaires. Cela démontre que les politiques menées par les gouvernements peuvent être moteurs et que les gouvernements peuvent faire une vraie différence pour la protection des enfants vulnérables.
2. Les mêmes pays - Danemark, Finlande, Islande, Irlande, Pays-Bas, Norvège et Suède – figurent dans le premier tiers des classements quelles que soient les catégories de difficultés des enfants (familles sans emplois, faible niveau d'instruction des parents, familles monoparentales ou familles migrantes).
3. Certains pays réussissent bien mieux que d'autres à lutter contre la pauvreté des enfants. Les gouvernements les plus efficaces à protéger les enfants sont probablement ceux qui s'efforcent de réduire le nombre de foyers à faibles revenus et qui aident à fournir les biens et les services essentiels comme la santé et l'éducation.

4. Il existe un lien très fort entre l'argent dépensé et les résultats constatés. Les pays comme la France, la Suède et le Royaume-Uni dépensent deux fois plus dans les allocations, les réductions fiscales et les services aux enfants et aux familles – en proportion du PIB – que des pays comme l'Italie, l'Espagne et la Suisse. La Grèce, la Lettonie, la Lituanie, Malte et les Etats-Unis sont en bas du tableau, avec un peu plus d'1% du PIB dépensé.

5. Depuis la crise économique de 2008, les intérêts des enfants ne sont plus les priorités des agendas politiques.

6. Une information précise est essentielle pour prendre des décisions politiques factuelles, définir des cibles et évaluer les performances. Elle est également cruciale pour gagner la compréhension et le soutien de l'opinion publique.

La crise sous surveillance

1. Les données utilisées sont extraites d'enquêtes de 2009 et ne reflètent donc pas la récession économique. C'est une défaillance significative qui reflète un problème plus grave de manque de données qui n'est pas acceptable. Le niveau actuel du seuil de pauvreté américain renvoie à ce qui était considéré comme un niveau de vie minimum il y a plus d'un demi-siècle, par exemple.

2. Etant donné l'importance de données opportunes, il devrait être possible pour les gouvernements de travailler avec des informations plus à jour.

3. Les pays doivent s'assurer que la pauvreté des enfants est incluse dans les enquêtes nationales et doivent continuer à utiliser les revenus médians comme base de calcul, ainsi que les indicateurs de privation. La profondeur et la durée des difficultés devraient aussi être prises en compte.

4. Les données principales devraient être disponibles chaque année, de manière simple, et permettant de mesure des éléments plus larges du bien-être des enfants.

Les enfants

1. Un suivi opportun et précis fournit une photographie des circonstances individuelles des enfants vulnérables et les inégalités et les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Il fournit également une fenêtre sur l'impact plus large sur la société.

2. Les enfants pauvres ne vivent pas tous des privations, et ceux qui en vivent ne sont pas tous pauvres. Cela explique partiellement pourquoi les données ne prennent pas toujours en compte le logement, les coûts des soins de santé et de l'éducation, les fluctuations de revenus ou l'épargne des ménages. La gestion des revenus et les dépenses prioritaires varient aussi.

3. Les statistiques ne montrent pas toujours combien les enfants sont en-dessous du seuil de pauvreté ou l'étendue de leurs privations. Le Danemark et la Suède, par exemple, ont traditionnellement des taux faibles de pauvreté des enfants et pourtant peuvent se retrouver dans la moitié inférieure des tableaux lorsqu'il s'agit de mesurer la profondeur de la pauvreté relative dans laquelle les enfants peuvent se trouver. Le revenu médian/moyen des ménages pauvres dans ces pays est inférieur de 33% et 21% respectivement au seuil de pauvreté national, en comparaison de la Finlande avec 11%.

4. Les enfants qui risquent les privations et l'exclusion sociale sont une conséquence des mauvaises politiques gouvernementales. Les données obsolètes exacerbent cela et les sociétés paient un lourd tribut en termes mauvais résultats scolaires, moindres qualifications et productivité, chômage et dépendance à l'aide sociale plus élevés ; coûts plus élevés pour la protection sociale et le système judiciaire ; et perte de la cohésion sociale.